soutien à des individus et des organisations non gouvernementales indépendantes pour soutenir des efforts en vue de construire la démocratie à Cuba (6) ». Ce type d'ingérence n'est accepté par aucun pays du monde.

Le premier rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre, adopté le 6 mai 2004, envisage la mise en place d'un « solide programme de soutien favorisant la société civile cubaine ». Parmi les mesures préconisées, un financement à hauteur de 36 millions de dollars est destiné au « soutien de l'opposition démocratique et au renforcement de la société civile émergeante (7) ». Le second rapport de la même Commission, rendu public le 10 juillet 2006, prévoit également un budget de 31 millions de dollars pour financer davantage l'opposition interne (8).

En 2003, la justice cubaine avait condamné 75 personnes stipendiées par les Etats-Unis, suscitant une réprobation médiatique internationale. Dans n'importe quel autre pays du monde, des individus tels que Manzano, Bonne ou Roque se trouveraient actuellement derrière les barreaux et non pas en train de déguster des petits fours chez le diplomate étasunien en attendant l'arrivée des millions (9).

Si l'Iran ou la Chine finançaient des opposants aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou en France, ces derniers seraient, immédiatement et à juste titre, qualifiés de traîtres à leur patrie par la presse. Si les médias occidentaux étaient intellectuellement libres, ils n'utiliseraient qu'un seul terme pour se référer à ceux qui se présentent comme des opposants au gouvernement cubain : mercenaires.

Salim Lamrani

Notes

1 Wilfredo Cancio Isla, « La Cámara da sólido apoyo a la democracia en Cuba », El Nuevo Herald, 22 juin 2007.
2 Ibid.
3 Andrea Rodriguez, « Disidentes cubanos usan casa de diplomático de EEUU », The Associated Press, 21 juin 2007.
4 Le Petit Larousse illustré, 1999.
5 Cuban Democracy Act, Titre XVII, Section 1705, 1992.
6 Helms-Burton Act, Titre I, Section 109, 1996.
7 Colin L. Powell, Commission for Assistance to a Free Cuba, (Washington : United States Department of State, mai 2004). www.state.gov/documents/organization/32334.pdf (site consulté le 7 mai 2004), pp. 16, 22.
8 Condolezza Rice & Carlos Gutierrez, Commission for Assistance to a Free Cuba, (Washington : United States Department of State, juillet 2006). www.cafc.gov/documents/organization/68166.pdf (site consulté le 12 juillet 2006), p. 20.
9 Salim Lamrani, Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis (Pantin : Le Temps des Cerises, 2006).

L'opposition cubaine dispose d'un statut particulier. D'une part, elle est extrêmement prisée par la presse occidentale. En effet, aucun groupe d'opposants en Amérique latine, hormis peut-être l'opposition vénézuelienne, ne bénéficie d'une telle aura médiatique. D'autre part, elle reçoit des financements colossaux de la part des Etats-Unis, dont les médias ne disent mot, et jouit d'une liberté d'agir qui scandaliserait les procureurs du monde entier.

Le 21 juin 2007, la Chambre des Représentants étasunienne a décidé de voter le budget de 45,7 millions de dollars pour l'année 2007-2008, présenté par le président Bush, à destination des dissidents cubains. Ainsi, 254 congressistes, dont 66 démocrates, ont approuvé la stratégie de la Maison-Blanche destinée à renverser le gouvernement cubain. Le législateur de la Floride, Lincoln Díaz-Balart, descendant direct de l'ancien dictateur Fulgencio Batista, s'est réjoui cette aide. « Cette victoire constitue un soutien pour l'opposition politique interne » cubaine, a-t-il souligné. « L'aide aux opposants n'est pas symbolique mais concrète », a-t-il ajouté. Il a également rendue publique une lettre de certains éminents dissidents cubains qui affirment que l'aide étasunienne « est un élément vitale pour la survie des militants (1) ».

Pour l'année 2007-2008, la Chambre a également alloué une somme de 33,5 millions de dollars (6 millions de plus qu'en 2006) pour Radio et TV Martí. Ces deux médias étasuniens diffusent illégalement des émissions subversives en direction de Cuba dans le but d'inciter la population à l'altération de l'ordre établi (2).

Le même jour, le 21 juin 2007, le chef de la diplomatie étasunienne à La Havane, Michael Parmly, a reçu en grande pompe les célébrissimes dissidents René Gómez Manzano, Félix Bonne, Marta Beatriz Roque et Valdimiro Roca dans sa somptueuse résidence personnelle. Ces derniers étaient venus remercier leur précieux mécène pour sa générosité (3).

Les médias occidentaux, pourtant si prolixes à l'égard de Cuba, sont restés étrangement silencieux au sujet de ces deux évènements. Les raisons sont relativement simples. Les personnages qu'ils s'évertuent à présenter depuis des années comme de valeureux militants des droits de l'homme ne sont en réalité que de vulgaires mercenaires qui se vendent au plus offrant. Le mot mercenaire n'est pas un terme hors de propos ou exagéré. Selon le Petit Larousse, il s'agit de tout individu « qui ne travaille que pour un salaire, qui est inspiré par le profit (4) ». Manzano, Bonne, Roque et Roca entrent pleinement dans cette définition.

Pourtant, il n'y a rien de nouveau à tout cela. Depuis des décennies, les Etats-Unis tentent par tous les moyens de fabriquer et diriger une opposition interne à Cuba, afin de mettre un terme au processus révolutionnaire cubain. Les archives étasuniennes sont éloquentes à cet égard. Par ailleurs, de nombreux documents étasuniens, officiels et publics, attestent de cette réalité qu'aucun journaliste ou analyste politique digne de ce nom ne peut ignorer. La loi Torricelli de 1992, et plus particulièrement la section 1705, stipule que « les Etats-Unis fourniront une assistance, à des organisations non gouvernementales appropriées, pour soutenir des individus et des organisations qui promeuvent un changement démocratique non violent à Cuba (5) ». La loi Helms-Burton de 1996 prévoit, à la section 109, que « Le Président [des Etats-Unis] est autorisé à fournir une assistance et offrir tout type de